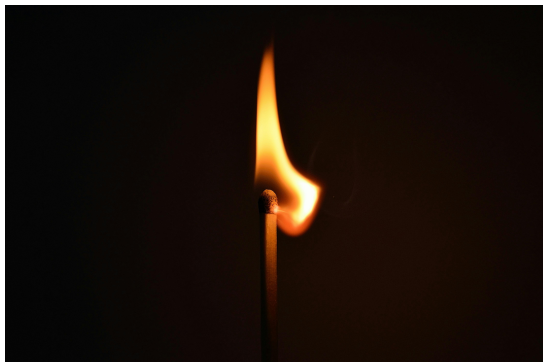


RÉAX



Écrit par

Florence Lepage

Refuser l'absurde. Abolir l'exploitation.

À quel moment avons-nous accepté de payer pour travailler ? À quel moment est-ce qu'il est devenu normal d'effectuer 35 heures de travail par semaine, sans salaire, tout en assumant des frais de scolarité, de transport, de matériel et de subsistance ? À quel moment avons-nous développé une telle tolérance à l'injustifiable ? À l'Université de Sherbrooke, des étudiant·e·s de différents programmes se sont réuni·e·s pour répondre à cette question. Nous avons créé le comité RÉAX : la Résistance Étudiante Anti-eXploitation. Parce que le problème n'est pas individuel. Il est structurel. Social, sociétal, moral. Une résistance s'impose. Le contexte : une précarité normalisée La réalité étudiante actuelle est marquée par : l'endettement la hausse du coût de la vie la surcharge académique la multiplication des emplois étudiants l'épuisement Dans ce contexte déjà fragile, les stages non rémunérés aggravent la précarité. Un stage n'est pas une simple observation. C'est du travail réel. Des responsabilités réelles. Multiples. Des interventions réelles. Autonomes. Parfois risquées. Une contribution réelle. Diminuée. Et pourtant : aucun salaire. Non, on se fait dire que c'est normal de payer pour exécuter ces tâches...

Premier pilier : Abolir l'exploitation

Le travail gratuit n'est pas une tradition pédagogique. C'est une exploitation institutionnalisée. Lorsque des milieux bénéficient de notre contribution sans rémunération, lorsqu'on nous impose des horaires équivalents à un emploi à temps plein, lorsqu'on exige performance et autonomie, nous ne sommes plus dans l'apprentissage symbolique. Nous sommes dans le travail. Abolir l'exploitation signifie : mettre fin au travail gratuit obligatoire mettre fin aux dépenses imposées aux stagiaires revoir les règlements départementaux qui interdisent ou limitent la rémunération reconnaître concrètement la valeur du travail accompli Exiger la rémunération de tout travail exigé dans le cadre des études Nous ne demandons pas un privilège. Nous exigeons la cohérence.

Deuxième pilier : Mettre fin à la discrimination étudiante

La non-rémunération n'est pas neutre. Les stages non payés se concentrent massivement dans les professions du care : enseignement, travail social, psychoéducation, soins infirmiers. Des domaines historiquement féminisés. Des domaines liés au soin, à l'éducation, à la reproduction sociale. Pourquoi ces professions seraient-elles les seules à devoir fonctionner sur la base du sacrifice ? Pourquoi le génie, la finance ou le droit sont-ils rémunérés sans débat, alors que le care devrait relever de la vocation ? La gratuité perpétue : des inégalités de genre; des inégalités socioéconomiques; des inégalités liées au statut migratoire. Elle exclut celles et ceux qui ne peuvent pas se permettre de travailler sans salaire. Abolir l'exploitation, c'est aussi refuser cette hiérarchie implicite des métiers.

Une lutte réaliste, structurée, collective

RÉAX ne vise pas la surenchère idéologique. Nous visons des gains concrets. Nous voulons : la fin des dépenses en stage; une révision des mécanismes d'aide financière qui reposent sur des fictions administratives; l'abolition des clauses départementales empêchant la rémunération; la reconnaissance des étudiant·e·s en stage comme des travailleur·euse·s en formation! Nous voulons rétablir un principe simple : Tout travail mérite salaire. Toute formation mérite dignité.

Refuser la tolérance à l'absurde

Ce qui est radical, ce n'est pas de refuser l'exploitation. Ce qui est radical, c'est d'avoir appris à la tolérer. Nous refusons de normaliser l'idée que : le care vaut moins la vocation justifie la gratuité payer pour travailler est acceptable la précarité est un rite de passage RÉAX n'est pas un autre cri de frustration. C'est la fin de la tolérance à l'absurde.

Florence Lepage

Avec la participation de Benjamin Legault et Félix Dumas-Lavoie